

Le système paritaire de protection environnementale

Message-clé : « Dans un contexte de crise il est nécessaire de financer le verdissement de l'économie sans alourdir la dette. FNE propose un système innovant et démocratique pour pérenniser les investissements dans la transition écologique de l'économie et renforcer l'éco-fiscalité. C'est le système paritaire de protection environnementale avec la mise en place de 5 nouvelles éco-contributions. »

I. Qu'est-ce qu'un système paritaire ?

1. Définition et origines

- Pilier de la **démocratie sociale**, le système de gestion paritaire est un principe de **cogestion** d'un organisme par **un nombre égal de représentants de chaque partie prenante** (dans le système social : des employés et des employeurs) ;
- Ce principe a été introduit en France en 1946 afin d'instaurer des instances de **concertation paritaire** dans la fonction publique ;
- Il a permis aux organisations syndicales d'être intégrées dans le **processus décisionnel** des administrations – **paritarisme dans la décision** ;
- La gestion paritaire des organismes sociaux est liée à **l'origine mixte des flux financiers** : cotisations salariales et patronales. Il y a différents niveaux de paritarisme suivant le degré d'implication de l'Etat ;
- La gestion de la Sécurité sociale est l'un des plus importants exemples de gestion paritaire car elle est **gérée par les partenaires sociaux** : syndicats et représentants des employeurs (ex : Medef).

2. Exemple d'organismes paritaires : Les Caisses de gestion de la Sécurité sociale

- En France, le système de Sécurité sociale est géré de manière paritaire à travers les « caisses » qui sont des **organismes financiers**, pour la plupart du droit privé, qui matérialisent les prestations ;
- La gestion des caisses est effectuée par les **représentations syndicales et patronales**. Toutefois l'Etat exerce un **droit de regard** sur les caisses nationales et depuis 2007 la Cour des comptes doit **certifier les budgets** de ces dernières ;
- Leur financement est principalement assuré par les **cotisations sociales** (URSSAF, CSG...) ;
- Leur mission est de **financer les prestations** de sécurité sociale (ex : remboursement de frais maladie).

NB : en 2010, le budget de la sécurité sociale est d'environ 400 Mds d'Euros.

3. L'exemple de l'Allemagne

- En Allemagne les grandes orientations des entreprises sont décidées par un mode de gouvernance de **cogestion paritaire** entre les représentants des salariés et des employeurs ;
- Ce système a permis l'émergence de **syndicats puissants** et d'un dialogue social. (notamment préventif) quasi-permanent.

II. Qu'est-ce qu'un système paritaire de protection environnementale ?

1. Définition et gouvernance : un outil du dialogue environnemental

LA CRÉATION D'UN SYSTÈME PARITAIRE
DE PROTECTION ENVIRONNEMENTALE



La gouvernance à 5
d'un éco-organisme

- Le système paritaire de protection environnementale doit devenir le **pilier de la nouvelle donne économique verte** et un **outil fort du dialogue environnemental** ;
- Il est basé sur **cogestion** d'un éco-organisme paritaire par un **nombre égal de représentants** de chaque partie prenante, réunis en **5 collèges** : **État, collectivités territoriales, syndicats de salariés, associations de protection de la nature et de l'environnement, entreprises** ;

2. Un outil pour investir

L'Etat fixe aux éco-organismes des volumes financiers à attendre en fonction des besoins d'investissement supplémentaires nécessaires dans les secteurs concernés.

3. Gestion paritaire des éco-contributions

- Les recettes sont assurées par **les éco-contributions** ;
- Les éco-contributions sont versées par les « metteurs sur le marché » et/ou directement par les consommateurs selon les cas ;
- Chaque éco-organisme est chargé de **la collecte et de la réaffectation** des éco-contributions ;
- Le « système paritaire de protection environnementale » regroupe les éco-organismes. Certains existent déjà (éco-emballage, écofolio...), même si leur gouvernance peut être améliorée. **Cinq éco-organismes sont à créer : climat-énergie, biodiversité, risques industriels, matières premières, climat-biens manufacturés** ;
- Les éco-contributions sont versées **directement à l'éco-organisme paritaire** correspondant ;
- **Exemple d'éco-contribution existante** :
 - **Eco-emballages** est une entreprise privée créée en 1992, agréée par l'Etat. Elle **perçoit des éco-contributions financières** de la part des entreprises qui créent des emballages et **soutient financièrement** les acteurs du dispositif de collecte, de tri et de recyclage. La gouvernance d'éco-emballages et son fonctionnement peuvent être améliorés pour aller vers le paritarisme ;
- **Exemples d'éco-contributions à créer** :

- **Eco-contribution climat-énergie** versée lors de la mise sur le marché d'un **produit énergétique** (ex : carburant fossile, électricité...) **qui affecte le climat (montant variable suivant l'intensité carbone de l'énergie considérée) à l'éco-organisme climat-énergie**. Le paiement des éco-contributions est effectué **par le metteur sur le marché et/ou le producteur** (ex : compagnie pétrolière, distributeur d'énergie électrique...) du produit énergétique concerné ; **Le produit est reversé aux mesures de sobriété**



énergétique et d'atténuation du changement climatique (liées à la consommation d'énergie) à financer.

- **Eco-contribution biens manufacturés** : versée lors de la mise sur le marché d'un produit manufacturé affectant l'environnement. Le montant est fixé selon des critères multiples : CO2 émis pendant la fabrication et le transport du produit, sa durée de la garantie et « réparabilité », sa consommation d'énergie, son emballage. Le produit est reversé aux mesures en faveur de la consommation et de la production responsables et durables.
- **Eco-contribution ressources premières** : versée lors de la mise sur le marché d'un produit nécessitant pour sa fabrication l'utilisation de ressources premières rares (terres rares, métaux rares...), relevant d'une liste positive. Son produit est reversé à la recherche et au développement de produits et service de substitution, ainsi qu'à la sensibilisation à l'éco-consommation.
- **Eco-contribution biodiversité** : versée lors de la mise sur le marché (ex : produit biocide) ou de l'utilisation (ex : surface artificialisée (autoroute, immeuble) d'un **produit ou service nuisible pour la biodiversité**. Les recettes vont au financement de mesures de **préservation et de restauration de la biodiversité : restauration de continuité écologique, primes biodiversité aux acteurs publics et privés gestionnaires d'espace...** ;
- **Eco-contribution risques industriels** : versée annuellement par les **industriels propriétaires** d'entités industrielles qui représentent **un risque d'accident** (Seveso seuil haut). **Double critère pour l'assiette** : l'empreinte foncière des zones de danger générés par les zones à risques en vertu des PPRT + nombre de biens et personnes accumulées dans ces zones. Les contributions versées par l'industriel à l'organisme paritaire chargé du risque industriel, servent à **financer la réduction du risque** à la source.

4. Objectifs :

a. Investir dans la transition écologique sans creuser la dette

- La transition vers une économie soutenable nécessite des **investissements importants et pérennisés** dans la durée ;
- Aujourd'hui, la fiscalité écologique subit les décisions de **court-terme** qui menacent le développement des filières vertes car elles peuvent les priver de leurs financements ;

- La création du système paritaire de protection environnementale qui **gère les recettes des éco-contributions** permettra de **pérenniser les financements** ;
- En temps de crise ce système permet de créer de nouveaux financements **sans alourdir la dette et sans peser sur le budget** général de l'Etat.

b. Permettre aux acteurs de la société d'être acteurs du changement

- Responsabiliser les acteurs économiques grâce à une politique fortement incitative ;
- Augmenter la visibilité des investissements dans la transition écologique de l'économie.

c. Augmenter les prélèvements obligatoires verts

- Les prélèvements obligatoires verts occupent une place centrale dans le cadre de la **réforme fiscale** envisagée en France dans les prochaines années ;
- Rapportée au produit intérieur brut (PIB), la fiscalité verte française ne s'élevait qu'à **2,1 % en 2007**. Selon ce critère, la France se plaçait au **21^e rang parmi les Vingt-Sept** (juste derrière l'Allemagne). Par comparaison, les taxes environnementales représentaient 5,9 % du PIB au Danemark (1^{er} de la classe) et 3,9 % aux Pays-Bas (2^e) ;
- L'objectif d'atteindre le taux de **10% de prélèvements obligatoires verts** dans les prélèvements publics totaux, contre seulement 5% aujourd'hui ;
- La création des éco-contributions et la mise en place du système de protection environnementale contribuent au « **verdissement** » **des prélèvements obligatoires** et, par conséquent, ils favorisent **l'activité humaine et découragent les gaspillages et les pollutions** sans creuser la dette publique.

NB1 : les agences de l'eau, dont le CA réunit les différentes catégories d'acteurs et qui perçoivent des redevances affectées, pourraient relever du système paritaire de protection environnementale.

NB2 : le montant global du système pourrait atteindre à moyen terme 20 milliards d'euros (sécurité sociale = plusieurs centaines de milliards d'euros).